

quand il s'agira de l'étendre ou plutôt de le réduire pour que messieurs les chefs radicaux puissent y apposer leur signature. Probablement le programme se réduira à quelques onomatopées sur la Paix, le Pain, la Liberté... Les stalinistes et les socialistes se sont gardés comme du feu, de parler dans la plate-forme d'action commune de la question du pouvoir. Cette question est réservée, comme nous allons le voir, pour les bavardages parlementaires au sein de la délégation des gauches.

### La question du Pouvoir et le Front Populaire

Blum-Zyromski jouèrent le même rôle dans la question du pouvoir que dans la question du programme.

Le réformiste Lebas et son équipe Paul Faure-Séverac qui s'instituent les gardiens de la vieille constitution social-démocrate objectaient qu'il vaudrait mieux attendre le résultat des futures élections de 1936, pour faire un gouvernement de Front Populaire. Pour des raisons purement électorales les députés-maires du Nord (Lebas etc) se taillaient une attitude "gauche" en vitupérant les faiblesses des radicaux.

Ce qui donna l'occasion à Blum de mettre sur pied quelques explications du même type qu'à ci-dessus, afin de justifier la formule de collaboration de classe préparée dans l'officine staliniste, en accord avec les radicaux sous l'étiquette de "gouvernement de Front populaire".

Les BL avaient dit: si dans la période actuelle, le prolétariat ne s'empare pas du pouvoir pour exproprier les expropriateurs et jeter les bases du socialisme, c'est inévitablement le fascisme qui s'en emparera.

Blum qui occupe toujours (quand il n'est pas sur le terrain purement juridique-bourgeois) par rapport aux positions révolutionnaires, une position sophistiquée et falsifiée, déclare que pour éviter le fascisme, le prolétariat doit "occuper" le pouvoir et développe ainsi sa marchandise de contrebande: (Popu du 1er juillet 1935)

"J'ai été amené à considérer, en présence et en fonction de la menace fasciste, que l'occupation du pouvoir politique par le prolétariat pouvait devenir indispensable quand bien même elle laisserait subsister intacts les cadres du capitalisme, quand bien même elle ne permettrait ni d'accomplir ni de préparer l'instauration du régime socialiste. En d'autres termes, et si l'on ne passe ces expressions raccourcies, alors que je ne reconnaissais à la détention du pouvoir politique qu'une valeur destructive et constructive - destructive des cadres capitalistes et constructive du régime socialiste - je lui accorde aujourd'hui une valeur défensive ou préventive..."

"Permettre ou empêcher la conjonction, la confusion entre les forces fascistes et les forces gouvernementales peut donc représenter pour le prolétariat un intérêt vital ou un péril mortel. Il peut donc être amené à envisager la détention du pouvoir politique, en dehors de toute possibilité de transformation révolutionnaire, et dans l'unique dessein d'en interdire l'accès au fascisme ou à ses complices. On ne disait pas, en pareille occurrence: "Ote-toi de là que je n'y mette", mais "Je me mets là pour que tu n'y sois pas" et le fait que le fascisme et ses complices n'y fussent pas pourrait être tenu pour une raison pertinente et suffisante de s'y mettre".

Puis voici pour les gardiens de la légalité du Parti:

"C'est à cette idée de l'occupation du pouvoir, soit par le Parti socialiste, soit par une coalition à laquelle le Parti socialiste accorderait un concours "sans limite" que se rapportent nos résolutions les plus récentes: motion votée par la C.A.P. le 7 novembre 1934 et ratifiée par le Congrès de Mulhouse, ordres du jour votés par le groupe parlementaire au cours des dernières crises ministérielles." (Popu 4-7-35)

Et au bout d'une longue explication:

"... Pourquoi pas un gouvernement de Front populaire antifasciste, c'est-à-dire en réalité un gouvernement d'occupation du pouvoir?"

Les stalinistes ne sont pas ainsi obligés de par la structure différente de leur "parti" de procéder à de telles gymnastiques pour préparer la trahison. Ils affirment d'un ton tranchant. C'est tout. Nous avons déjà mentionné dans divers documents internationaux que les Thorez-Cachin-Duclos, s'étaient affirmés à diverses reprises partisans d'un "Gouvernement de Front populaire" qu'ils définissaient ainsi: Gouvernement de gauche (radicaux et socia-